



Devrait-on mettre en place une allocation universelle ?



Introduction

L'idée d'une allocation universelle, ou revenu de base, est un concept qui propose de verser un revenu fixe à chaque citoyen·ne sans condition ni contrepartie. L'objectif est de garantir un minimum de ressources pour vivre dignement et de réduire la pauvreté. Ce débat soulève des questions profondes sur l'organisation économique et sociale de nos sociétés : ce revenu peut-il réellement réduire les inégalités, ou risque-t-il d'aggraver la précarité et de désinvestir le travail ?

Définitions

- **Allocation universelle** : Un revenu versé par une communauté politique à tous ses membres sur une base individuelle, sans condition de ressources ni exigence de travail. Ce revenu est proposé pour garantir un niveau de vie minimum.
- **Précarité** : Situation d'une personne ou d'une famille marquée par une forte incertitude économique et sociale, souvent due à un manque de ressources stables.
- **Justice sociale** : Principe visant à la répartition équitable des ressources et des droits au sein d'une société, en particulier pour les plus vulnérables.

Contexte

Le concept de revenu universel a gagné en popularité, notamment dans le contexte de la pandémie de Covid-19 qui a exacerbé les inégalités sociales. Plusieurs pays ont exploré ce modèle avec des résultats variés.



Entre 2017 et 2018, la Finlande a mené une expérience sur 2000 personnes en situation de chômage. Si les effets sur la remise à l'emploi ont été faibles, avec seulement six jours de travail supplémentaires en moyenne par an pour les bénéficiaires, les impacts positifs sur le bien-être étaient significatifs. Les bénéficiaires ont rapporté une meilleure santé, une réduction du stress et une plus grande satisfaction de vie. Cependant, l'expérience, en raison de sa portée limitée et de l'absence d'un financement clair, ne permet pas de tirer des conclusions définitives sur la viabilité d'un revenu universel généralisé. Les effets bénéfiques observés sont principalement liés à une amélioration de la sécurité financière et de la santé mentale, mais l'impact sur l'emploi reste un frein important à la généralisation du dispositif.



En Suisse, 78 % des électeurs et électrices ont voté contre l'instauration d'un revenu universel en 2016, reflétant des préoccupations sur la viabilité économique d'un tel système. En septembre 2021, un nouveau texte pour un revenu de base inconditionnel a cependant été présenté à Berne.



De nombreux autres pays ont expérimenté le revenu universel avec des résultats variés. En 2010, l'Iran a remplacé certaines subventions par une allocation universelle équivalente à 30% du salaire médian. Cependant, l'inflation a réduit son efficacité, et le programme cible désormais les plus démunis.



Aux États-Unis, à Stockton, 100 personnes ont reçu 500 dollars mensuels pendant un an et demi, ce qui a résulté en une amélioration de leur santé et leur retour à l'emploi¹.



L'Italie a également introduit le revenu de citoyenneté en 2019, dans le but de «mettre fin à la pauvreté». Ce programme, offrant un montant moyen d'environ 500 euros par famille, a permis de réduire la pauvreté pour environ 1,2 million de familles et d'atténuer les effets de la pandémie.

¹ RTS. (2022, January 15). Avec la pandémie, le retour en force du revenu universel. <https://www.rts.ch/info/monde/12761484-avec-la-pandemie-le-retour-en-force-du-revenu-universel.html>

mie, selon l'OCDE². Cependant, il a également été critiqué pour avoir favorisé une augmentation du travail au noir. En effet, seulement environ 150 000 bénéficiaires ont trouvé un emploi, un nombre jugé trop faible par l'OCDE, qui recommande de diminuer l'allocation pour inciter davantage les bénéficiaires à chercher du travail.



En Belgique, le débat reste ouvert, avec 59 % des Belges interrogé-es en 2019 se déclarant favorables à l'idée. Cependant, une étude de l'université d'Anvers en 2023 a mis en lumière les risques potentiels³, notamment celui d'aggraver la précarité en remplaçant des aides ciblées par une allocation universelle uniforme.



En simulant un système de revenu de base de 700 euros par mois pour les adultes et de 165 euros pour les mineurs aux Pays-Bas, ils ont constaté que ce modèle redistribue les richesses de manière trop uniforme, ce qui pénalise les couches les plus vulnérables de la société. Selon leurs résultats, pour 2 % de personnes sorties de la pauvreté grâce au revenu universel, 5 % y tomberaient, augmentant ainsi le taux de pauvreté global de 3 %. Le principal problème soulevé par l'étude est que pour financer ce revenu universel, il serait nécessaire de réduire considérablement les prestations sociales actuelles et d'augmenter l'impôt des personnes physiques, ce qui pourrait priver les personnes les plus démunies de ressources vitales. Ainsi, le système ne parviendrait pas à réduire significativement la précarité. En Belgique, par exemple, si le revenu de base était fixé au niveau du seuil de pauvreté (1 230 euros), la précarité ne diminuerait que d'un tiers, et aux Pays-Bas, d'à peine un quart.

Concepts & Théories

Le revenu universel suscite également des interrogations sur la nature du travail et du mérite. Ses partisans y voient un moyen de repenser la place du travail dans la société, en offrant à chacun-e la liberté de choisir des activités valorisantes sans la contrainte du besoin financier immédiat. Ses opposant-es craignent un affaiblissement des incitations à l'emploi et une augmentation des inégalités.

Quoi qu'il en soit, l'allocation universelle reste étudiée comme solution potentielle pour faire face à l'extrême pauvreté qui augmente à nouveau après deux décennies de recul et aux destructions d'emplois qui s'accroissent.

- ➔ **Économie de bien-être** : Cette théorie économique propose que le bien-être des individus doit être la priorité dans l'organisation des systèmes économiques. Le revenu universel pourrait en être une application, visant à assurer un niveau de vie minimum à tous les citoyen-nes.
- ➔ **Théorie de la justice de John Rawls** : Rawls suggère que les institutions doivent être conçues de manière à améliorer la situation des plus défavorisé-es. Un revenu universel pourrait être perçu comme un moyen de répondre à cette exigence, mais il soulève des questions sur l'équité entre les différentes classes sociales.
- ➔ **Liberté individuelle** : Selon certains, le revenu universel permettrait à chaque citoyen et citoyenne de se réaliser pleinement en supprimant les contraintes financières qui pèsent sur les choix de vie et de carrière. En garantissant un revenu de base inconditionnel, les individus ne seraient plus forcés de prendre des emplois précaires ou non souhaités simplement pour subvenir à leurs besoins essentiels. Cette sécurité financière offrirait la liberté d'explorer des carrières plus alignées avec leurs passions, de poursuivre des études ou de s'engager dans des projets créatifs, sociaux ou entrepreneuriaux, favorisant ainsi un épanouissement personnel et professionnel plus harmonieux. Cela permettrait à chacun de se réaliser pleinement, maximiserait l'exploitation des compétences réelles de chaque individu et favoriserait le bénévolat en libérant du temps disponible. Selon cette vision, le revenu universel bénéficierait largement à l'intérêt commun.
- ➔ **Critique de la dépendance** : Certains pensent qu'un revenu universel pourrait créer une dépendance vis-à-vis de l'État, décourageant le travail et l'initiative personnelle. Cette critique se base sur l'idée que l'accès à un revenu inconditionnel pourrait démotiver une partie de la population active.

² Les Échos. (2021, September 13). Le revenu de citoyenneté italien sous le feu des critiques. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-revenu-de-citoyennete-italien-sous-le-feu-des-critiques-1343952>

³ Le Soir. (2023, February 22). Un revenu universel en Belgique : Une fausse bonne idée selon une étude. <https://www.lesoir.be/496703/article/2023-02-22/un-revenu-universel-en-belgique-une-fausse-bonne-idee-selon-une-etude>

- ➔ **Égalité vs Équité** : L'allocation universelle pose également la question de savoir si l'égalité formelle (même revenu pour tous) est suffisante ou si une approche plus équitable (revenus différenciés selon les besoins) ne serait pas préférable pour réduire les inégalités réelles.
- ➔ **La Taxation des Robots⁴** : D'ici 2025, 85 millions d'emplois auront disparu, alors que 97 millions de nouveaux postes pourraient être créés, selon des estimations du Forum économique mondial (WEF). Professeur de droit fiscal à l'Université de Genève, Xavier Oberson ne croit pas à l'idée de destruction créatrice et estime qu'énormément de gens qui vont perdre leur travail avec la robotisation, notamment car ils ne vont pas pouvoir raisonnablement et assez rapidement s'adapter. Il voit dans la taxation des robots une source de financement qui viendrait remplacer le travail qui disparaît par une sorte d'allocation universelle. Au niveau européen, des discussions ont déjà lieu pour créer une personne électronique, comme il y a des personnes physiques ou morales, qui serait donc imposable.

4 Université de Genève. (2021). Pandémie et retour du revenu universel : Quelles perspectives? Le Journal. <https://www.unige.ch/lejournal/numeros/127/article1/>

Arguments pour l'allocation universelle

- Réduction de la pauvreté** : Un revenu de base pourrait offrir une sécurité économique minimale à tous les citoyen·nes, réduisant ainsi la pauvreté et offrant à chacun·e une base financière stable.
- Liberté individuelle** : En garantissant un revenu fixe, l'allocation universelle pourrait permettre à chacun·e de choisir des activités et des carrières non dictées par la nécessité économique immédiate, favorisant ainsi l'épanouissement personnel et professionnel.
- Simplicité administrative** : En remplaçant plusieurs allocations sociales par un revenu unique, le système pourrait être simplifié, réduisant les coûts administratifs et les erreurs.

Arguments contre l'allocation universelle

- Coût et viabilité économique** : Le financement d'un revenu universel pour l'ensemble de la population pourrait nécessiter des augmentations significatives des impôts, ce qui pourrait être difficilement soutenable pour l'économie.
- Inefficacité pour réduire les inégalités** : Une allocation universelle pourrait ne pas être suffisante pour répondre aux besoins spécifiques des plus vulnérables, risquant ainsi de maintenir, voire d'aggraver, les inégalités existantes.
- Effet sur la motivation au travail** : Il existe des craintes que la sécurité apportée par un revenu garanti puisse réduire l'incitation à chercher un emploi ou à entreprendre des activités productives, ce qui pourrait entraîner des conséquences négatives sur l'économie globale.

Des ressources pour aller plus loin

- [Couples et Familles - L'allocation universelle : un plus pour la famille ?](#)
- Dessine-moi l'éco : Le revenu universel [\(vidéo\)](#)
- [L'atelier des droits sociaux - L'allocation universelle Un nouveau projet sociétal ?](#)

Fiches pédagogique éditée dans le cadre du jeu de débat Convictions ! créée par le Conseil de la Jeunesse Catholique
25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be

EDITEUR RESPONSABLE - Hadrien Wilputte - COORDINATION - Emilie Kervyn et Jonathan Piroux - RÉDACTION - Jonathan Piroux -
ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION - Frédérique Lemoine, Anne Mansy, Emilie Kervyn - MISE EN PAGE - Emilie Kervyn

